



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

AVEC BORNE, MACRON NOUS PROMET LA GUERRE SOCIALE ALORS, DÈS MAINTENANT, IL FAUT NOUS METTRE EN ORDRE DE BATAILLE !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 19 MAI 2022

Macron avait « promis » que son second mandat serait celui d'un « *renouveau complet* ». Résultat des courses, il nous sert Borne – ministre du travail dans le gouvernement précédent – pour remplacer Castex à Matignon. Elle qui a mené la contre-réforme de la SNCF en 2018 ou mis en œuvre la contre-réforme de l'assurance chômage en 2021. Elle qui déclarait le mois dernier, à propos du relèvement à 65 ans de l'âge de départ à la retraite: « *Il faudra effectivement mener cette réforme* ».

Quant au pouvoir d'achat, le cap a été fixé lors du dernier Conseil des ministres : un projet de « *loi exceptionnelle pour le pouvoir d'achat* » qui sera débattu, après les législatives, par le futur gouvernement.

Mais alors que l'inflation a atteint 4,8 % sur un an en avril, qu'elle pourrait atteindre 5,2 % en mai, toujours pas question d'indexer les salaires sur les prix qui flambent. Les salariés, les retraités et les allocataires devraient continuer à supporter seuls le poids de l'inflation, avec au mieux quelques primes ou mesurables pour les plus pauvres. Et comme Lemaire l'a déclaré début mai : « *le plus dur est devant nous* » !

TOUT AUGMENTE... SAUF LES SALAIRES

Alors que les prix flambent, les salaires stagnent et les maigres augmentations sont immédiatement rognées par l'inflation, les économistes au service du patronat expliquent cela par le fait que toute hausse des salaires ne peut qu'entraîner la hausse des prix et l'inflation. Alors que la vraie raison du blocage des salaires est qu'il n'est pas question de toucher aux profits.

De notre côté, pour nous en sortir, il n'y a pas le choix : arracher des augmentations de salaires et faire payer les patrons. Et ils ont les moyens : les actionnaires des entreprises du CAC 40 vont recevoir 80 milliards d'euros de dividendes pour l'année 2021 et leurs PDG ont augmenté leur rémunération de 23 % ! Il suffit d'aller chercher cet argent. Mais pour cela, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propres forces, pas sur les marchands d'illusions électorales.

LES PROMESSES ÉLECTORALES DE LA GAUCHE : ON A DÉJÀ DONNÉ !

La « Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale » (NUPES) - créée par LFI, le PCF, EELV et le PS - promet de changer nos vies en élisant leurs candidat.e.s dans une majorité de circonscriptions. Pourtant, concernant les salaires et le pouvoir d'achat, le programme de la NUPES prévoit le Smic à 1.400 € net, alors qu'il vient de passer à 1.303 € depuis le 1^{er} mai, une augmentation tellement dérisoire que Mélenchon vient de déclarer qu'il faudrait passer à 1.500 €. Sans dire à quelle échéance. Alors que ce qu'il nous faut pour vivre mieux, ce ne sont pas des promesses électorales au rabais comme celle-là, c'est au minimum 1.800 euros nets et tout de suite.

Quant au reste, notamment l'augmentation de tous les revenus, la NUPES avance la proposition de « *l'organisation d'une conférence sociale sur les salaires, la formation, les conditions de travail et les retraites* ». Une « conférence sociale » comme il y en a eu tant

sous la droite comme sous la gauche, qui n'ont jamais rien donné aux travailleurs et qui n'ont servi qu'à rouler dans la farine les « partenaires sociaux ». Et pas un mot non plus sur la question de l'indexation des salaires sur la hausse des prix, pourtant indispensable pour combattre l'envolée de l'inflation.

RASSEMBLER NOS FORCES POUR L'AFFRONTÉMENT INÉVITABLE

Puisque Macron vient de confirmer qu'il n'a pas l'intention de changer de cap, on sait à quoi s'attendre. Y compris à des mesures qui pourraient être prises dès l'été, par ordonnances, comme le suggérait Bruno Lemaire. Il a y donc urgence, pour notre camp social, à ne pas attendre après l'été pour envisager de retourner dans la rue et préparer un affrontement inévitable contre ce pouvoir et le patronat. Dans l'histoire, les droits de celles et ceux d'en bas n'ont été arrachés que grâce à des grands mouvements sociaux, des grèves générales, des révolutions. C'est le type de mobilisation dont nous avons besoin

ELISABETH BORNE :
« LA GAUCHE DE
LA MACRONIE » (sic)



**AUX LÉGISLATIVES,
FAIRE CAMPAGNE OU PAS
AVEC LA NOUVELLE UNION POPULAIRE
ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE :
INTENSES DÉBATS DANS LE NPA**

À la présidentielle, le NPA a jugé légitime de présenter Philippe Poutou, pour dire avec force au moins deux choses essentielles qui nous différencient, notamment, des programmes de Jean-Luc Mélenchon et de Fabien Roussel.

« Nos vies valent plus que leurs profits »

Ce slogan de campagne du NPA désignait clairement le coupable de la catastrophe sociale et écologique qui frappe l'humanité: un système capitaliste « criminel » parce que son moteur est le profit avant tout.

Pourtant, pas de vrai changement sans ôter le pouvoir à la classe dominante pour donner la priorité à la satisfaction des besoins sociaux.

En limitant leur ambition à une « rupture » avec la version « néolibérale » du système en vigueur depuis 40 ans, les programmes de Jean-Luc Mélenchon et de Fabien Roussel refusent d'aller jusque là.

Quelles conditions pour un changement au bénéfice des classes populaires ?

Il ne faut pas laisser planer l'illusion qu'une victoire électorale suffirait à imposer ce changement.

Seules des mobilisations de grande ampleur permettront d'affronter avec une chance de victoire la classe capitaliste et la caste politique qui la sert.

Et c'est précisément là-dessus que les programmes de Mélenchon et de Roussel font complètement l'impasse.

Le NPA a accepté d'entrer dans la discussion proposée par Jean-Luc Mélenchon pour une alliance éventuelle aux législatives

Des divergences non résorbées sur le fond, et l'intégration du PS dans l'alliance ont conduit le NPA à refuser de participer à cette « Nouvelle Union Populaire et Sociale ».

Cependant, face au danger de l'extrême droite et dans le but de priver Macron de majorité au parlement, la direction du NPA a décidé majoritairement de soutenir (sauf exceptions) la campagne de la NUPES et ses candidat.e.s.

Les militant.e.s Renault et Elbeuf du NPA sont en désaccord avec cette décision.

C'est pourquoi elles et ils ne participeront pas à la campagne de la NUPES dans leur circonscription.

SOLIDARITÉ AVEC LES SALARIÉS DE PEI

Depuis le 3 mai 2022, une majorité des 130 salariés de PEI du nettoyage du Technocentre Renault à Guyancourt (TCR) sont en grève. Ils dénoncent la tentative de Renault de faire des économies sur leur dos en réduisant le contrat de prestation de PEI.

Renault voudrait sous-traiter à PEI les baisses de salaires et les suppressions de postes de tous ces « travailleurs invisibles ». Mais face aux manœuvres de Renault et de PEI, les grévistes poursuivent leur lutte, exigent le maintien de leur salaire à 100 % et refusent tout licenciement ou mutation forcée en cas de révision du contrat.

PALESTINE : JOURNALISTE ASSASSINÉE, NOUVEAU CRIME DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Il y a huit jours, en plein exercice de son métier, la journaliste Shireen Abu Aqleh a été assassinée par l'armée israélienne d'une balle dans la tête. Un crime perpétré à Jénine, hors territoire israélien, symbole de la politique coloniale que pratique impunément depuis des lustres l'État d'Israël en Cisjordanie.

En dépit des résolutions de l'ONU et du droit international, Israël continue de créer des colonies dans les territoires occupés, de raser des villages et d'en expulser les habitants: comme ceux de Masafer Yatta qui se battent depuis 22 ans contre la volonté de faire de leurs terres une zone de tir pour son armée d'occupation. Face à l'émotion suscitée par la mort de Shireen Abu Aqleh et l'attaque par la police israélienne de son cortège funéraire, les grandes puissances se sont fendues de communiqués offusqués. Mais sans envisager la moindre sanction, assurant une fois de plus aux autorités israéliennes une totale impunité.

CAC 40 : L'ARGENT COULE A FLOTS, MAIS POUR QUI ?

Alors que des millions de gens n'arrivent plus à s'en sortir, les entreprises du CAC 40 ont versé 80 milliards à leurs actionnaires en 2021. La famille Arnault, à elle seule, a empoché 2,4 milliards: de quoi rémunérer plus de 100.000 personnes au Smic actuel pendant un an. Les aides publiques liées à la pandémie et au plan de relance qui a suivi, et les milliards de réductions d'impôts dont elles ont bénéficié, théoriquement au nom de la préservation de l'emploi, sont pour beaucoup dans cette orgie de dividendes versés aux actionnaires. Champion dans le genre: Stellantis (Peugeot-Fiat), qui a plus que doublé son bénéfice, et supprimé 17.200 emplois.

Il faut arrêter de dire qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires, les pensions et les allocations.

Avec 80 milliards, il y aurait de quoi financer pendant un an 2 millions d'emplois à 1.800€ nets par mois, ou une augmentation de revenus de 400€ par mois pendant un an pour plus de 16 millions de personnes !

Prendre contact avec le NPA à Rouen
correspondance@npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique